Ministère des Finances Canada
Department of Finance Canada

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de juillet 2025

Canada

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Finances et du Revenu national, 2025
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. F12-4F-PDF
ISSN 1487-0142

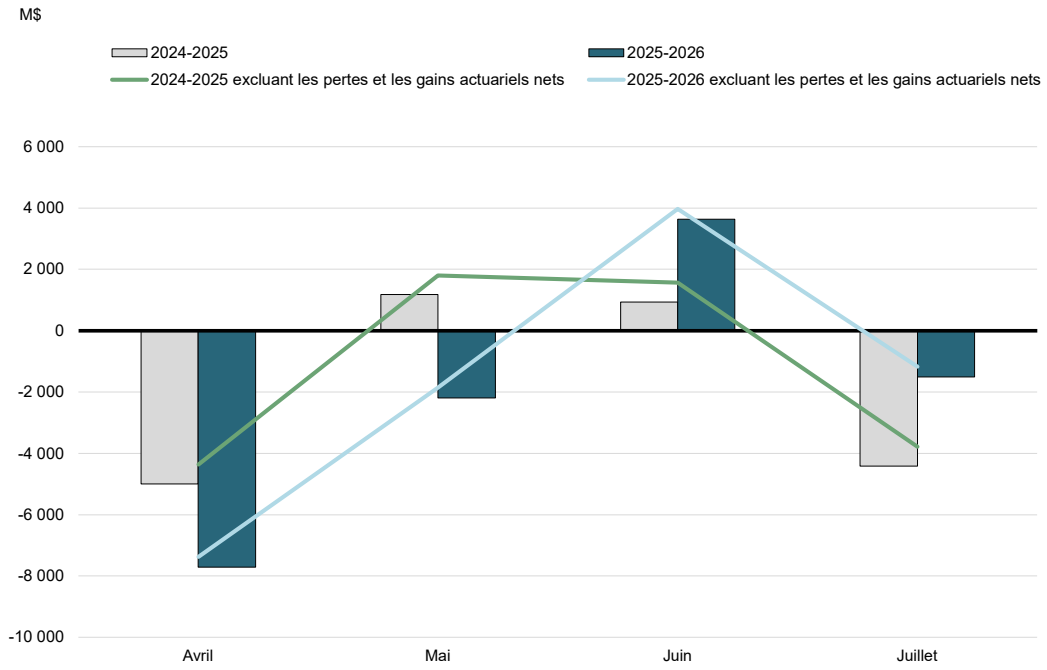
Faits saillants

Juillet 2025

Le mois de juillet 2025 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,5 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 4,4 milliards de dollars en juillet 2024. Le déficit budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets se chiffrait à 1,2 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 3,8 milliards de dollars pour la même période en 2024-2025. Le solde budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes et des gains actuariels nets découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Graphique 1

Solde budgétaire mensuel et solde budgétaire excluant les pertes et les gains actuariels nets



Comparativement à juillet 2024 :

- Les revenus ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (5,3 %), ce qui s'explique principalement par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont diminué de 0,4 milliard de dollars (1,0 %), principalement sous l'effet de l'élimination progressive de la Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers, compensée en grande partie par la hausse des charges de programmes directes.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 35 millions de dollars (0,7 %), alors que l'effet des taux d'intérêt inférieurs sur les bons du Trésor a été compensé en grande partie par une augmentation de l'encours et du taux d'intérêt effectif moyen des obligations négociables.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 0,3 milliard de dollars (46,8 %), en raison de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement préparées pour les *Comptes publics du Canada de 2024*, qui a commencé en cours d'exercice 2024-2025, ainsi que de la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Avril à juillet 2025

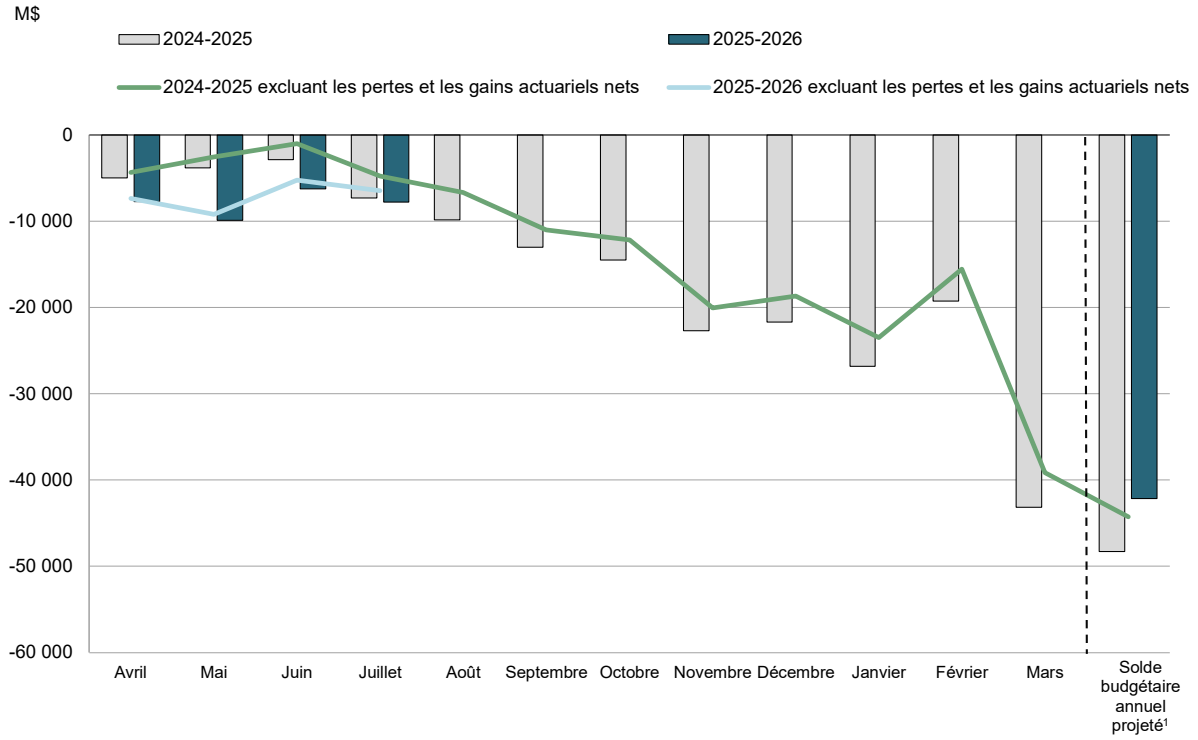
Le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 7,8 milliards de dollars pour la période d'avril à juillet de l'exercice 2025-2026, par rapport à un déficit de 7,3 milliards de dollars pour la même période de 2024-2025. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes s'établissait à 6,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 4,8 milliards de dollars pour la période d'avril à juillet de 2024-2025.

Comparativement à 2024-2025 :

- Les revenus ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (1,6 %), ce qui s'explique par l'augmentation des droits de douane à l'importation découlant des contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains, ainsi que par l'augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers. Ces hausses ont été compensées en partie par une diminution des produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers et par une baisse des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS).
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 4,4 milliards de dollars (3,0 %), sous l'effet de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ainsi que des charges de programmes directes, compensée en partie par l'élimination progressive de la Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,7 %), alors que l'effet des taux d'intérêt inférieurs sur les bons du Trésor a été compensé en majeure partie par l'augmentation des taux effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 1,2 milliard de dollars (46,8 %), en raison de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement au 31 mars 2024 et de la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Graphique 2

Solde budgétaire cumulatif de l'exercice et solde budgétaire cumulatif excluant les pertes et les gains actuariels nets



[1] Source : *Énoncé économique de l'automne de 2024*

Tableau 1

État sommaire des opérations

M$

	Juillet		Avril à juillet	
	2024	**2025**	**2024-2025**	**2025-2026**
Opérations budgétaires				
Revenus[1]	40 448	42 607	160 836	163 443
Charges[2]				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	-39 370	-38 959	-146 888	-151 293
Frais de la dette publique	-4 860	-4 825	-18 722	-18 597
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes	-3 782	-1 177	-4 774	-6 447
Pertes actuarielles nettes	-630	-335	-2 520	-1 340
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-4 412	-1 512	-7 294	-7 787
Opérations non budgétaires[3]	-6 085	-9 291	-39 726	-33 545
Ressources ou besoins financiers	-10 497	-10 803	-47 020	-41 332
Variation nette dans les activités de financement	41 301	31 048	51 957	68 042
Variation nette de la trésorerie	30 804	20 245	4 937	26 710
Trésorerie à la fin de la période			71 592	72 850

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] Les résultats cumulatifs de l'exercice 2025-2026 ont été réduits de 3 092 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée aux montants déclarés initialement pour les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers d'avril et de mai 2025, comme ces montants seront inclus dans les Comptes publics de 2024-2025.

[2] Les résultats cumulatifs de l'exercice 2025-2026 ont été réduits de 153 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée aux montants déclarés initialement pour les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers d'avril et de mai 2025, comme ces montants seront inclus dans les Comptes publics de 2024-2025

[3] Les besoins financiers cumulatifs découlant d'opérations non budgétaires de l'exercice 2025-2026 ont été réduits de 2 939 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée aux montants déclarés initialement d'avril et de mai 2025.

Revenus

Au total, les revenus en juillet 2025 se sont élevés à 42,6 milliards de dollars, soit une hausse de 2,2 milliards de dollars (5,3 %) par rapport à juillet 2024.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (7,2 %), comparativement à la même période en 2024-2025, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont diminué de 0,9 milliard de dollars (100,3 %), ce qui est attribuable à la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1er avril 2025.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (9,6 %), ce qui s'explique par une augmentation du nombre de personnes en emploi.
- Les autres revenus ont connu une hausse de 0,5 milliard de dollars (11,9 %), sous l'effet de différents facteurs, notamment une hausse des profits nets des sociétés d'État entreprises, compensée en partie par une baisse des revenus d'intérêts et de pénalités.

Les revenus pour la période d'avril à juillet de l'exercice 2025-2026 se sont élevés à 163,4 milliards de dollars, soit une hausse de 2,6 milliards de dollars (1,6 %) par rapport à la même période en 2024-2025.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 5,8 milliards de dollars (4,5 %), comparativement à la même période en 2024-2025, ce qui est en grande partie attribuable aux augmentations des droits de douane à l'importation ainsi que des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers, compensées partiellement par une baisse des revenus tirés de la TPS. L'augmentation des droits de douane à l'importation découle des contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont diminué de 4,2 milliards de dollars (104,2 %), ce qui est attribuable à la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (2,5 %), sous l'effet d'une augmentation du nombre de personnes en emploi.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (4,9 %), sous l'effet de différents facteurs, notamment la hausse des profits nets des sociétés d'État entreprises, compensée principalement par la baisse des revenus d'intérêts et de pénalités.

Tableau 2

Revenus

	Juillet			Avril à juillet		
	2024	**2025**	**Variation**	**2024-2025**	**2025-2026**	**Variation**
	(M$)		**(%)**	**(M$)**		**(%)**
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	16 874	17 121	1,5	69 653	71 037	2,0
Sociétés	7 249	9 323	28,6	29 103	32 810	12,7
Non-résidents	1 441	1 419	-1,5	4 923	4 516	-8,3
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	25 564	27 863	9,0	103 679	108 363	4,5
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	5 740	5 366	-6,5	20 664	18 853	-8,8
Taxes sur l'énergie	501	478	-4,6	1 794	1 786	-0,4
Droits de douane à l'importation	516	1 096	112,4	1 777	4 663	162,4
Autres taxes, taxes d'accise et droits d'accise	746	657	-11,9	2 402	2 471	2,9
Total des autres taxes et droits	7 503	7 597	1,3	26 637	27 773	4,3
Total des revenus fiscaux	33 067	35 460	7,2	130 316	136 136	4,5
Produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers[1]	941	-3	-100,3	4 061	-172	-104,2
Cotisations d'assurance-emploi	2 536	2 780	9,6	11 536	11 825	2,5
Autres revenus	3 904	4 370	11,9	14 923	15 654	4,9
Total des revenus	40 448	42 607	5,3	160 836	163 443	1,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les résultats cumulatifs de l'exercice 2025-2026 ont été réduits de 3 092 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée aux montants déclarés initialement pour les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers d'avril et de mai 2025, comme ces montants seront inclus dans les Comptes publics de 2024-2025.

Charges

Pour le mois de juillet 2025, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 39,0 milliards de dollars, soit une baisse de 0,4 milliard de dollars (1,0 %) par rapport à juillet 2024.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (4,0 %).
  - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,2 %), en raison principalement de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
  - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (5,7 %), principalement en raison du taux de chômage plus élevé en juillet de cette année.
  - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 47 millions de dollars (180,8 %), ce qui est attribuable à une baisse du montant révisé des prestations et aux révisions effectuées durant l'exercice visant des réévaluations antérieures.
  - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,8 %), principalement sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation, qui prend effet le 1er juillet de chaque année.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont diminué de 0,3 milliard de dollars (3,0 %), principalement en raison des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des paiements du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, compensées en partie par des hausses prévues par la loi pour le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, les transferts au titre de la péréquation et les transferts aux territoires.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 2,6 milliards de dollars (95,2 %), principalement en raison de l'élimination progressive de la Remise canadienne sur le carbone, faisant que les retours de produits de juillet 2024 au titre de la Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers ne se sont pas reproduits en juillet 2025. Compte tenu de l'élimination de la redevance sur les combustibles à compter du 1er avril 2025, les derniers paiements au titre de la Remise canadienne sur le carbone ont été faits à partir d'avril 2025.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (13,2 %). Parmi les charges de programmes directes :
  - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (28,0 %), sous l'effet de différents facteurs, dont une hausse des transferts en lien avec les peuples autochtones, des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des versements et un nouvel accord de subvention de 300 millions de dollars pour l'initiative de conservation « Notre territoire pour l'avenir » des Territoires du Nord-Ouest.
  - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (5,2 %), principalement en raison des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des charges des sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont diminué de 35 millions de dollars (0,7 %), alors que l'effet des taux d'intérêt inférieurs sur les bons du Trésor a été compensé en grande partie par une augmentation de l'encours et du taux d'intérêt effectif moyen des obligations négociables.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des changements à la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs et les actifs connexes, ont diminué de 0,3 milliard de dollars (46,8 %), principalement sous l'effet de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada de 2024*, ainsi que de la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Pour la période d'avril à juillet de l'exercice 2025-2026, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 151,3 milliards de dollars, soit une hausse de 4,4 milliards de dollars (3,0 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (6,0 %).
  - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (2,3 %), en raison principalement de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
  - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (16,0 %), principalement en raison du taux de chômage plus élevé pendant cette période par rapport à l'année précédente.
  - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 0,2 milliard de dollars (95,3 %), ce qui est attribuable à une diminution nette du montant révisé des prestations.
  - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (6,1 %), principalement sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation et d'une augmentation du nombre d'enfants admissibles.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (6,2 %), principalement sous l'effet des hausses prévues par la loi au titre du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts au titre de la péréquation et des transferts aux territoires, de même que des paiements cumulatifs supérieurs au titre du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 3,1 milliards de dollars (55,4 %), principalement sous l'effet de l'élimination progressive de la Remise canadienne sur le carbone ainsi que des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des versements.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 2,7 milliards de dollars (4,3 %). Parmi les charges de programmes directes :
  - Les autres paiements de transfert ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,3 %), alors que l'effet de l'élimination progressive de certains programmes a été compensé en grande partie par les paiements de transfert au titre de nouveaux programmes ainsi que par les différences d'une année à l'autre dans le calendrier des versements.
  - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 2,7 milliards de dollars (7,4 %), en raison de différents facteurs, dont une hausse des coûts du personnel, des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des charges des sociétés d'État, une augmentation des charges au titre de la défense ainsi que les coûts liés à l'élection générale d'avril 2025.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,7 %), alors que l'effet des taux d'intérêt inférieurs sur les bons du Trésor a été compensé principalement par l'augmentation des taux effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables.

Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 1,2 milliard de dollars (46,8 %), en raison de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles mises à jour des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement au 31 mars 2024, qui a commencé en cours d'exercice 2024-2025, et de la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Tableau 3

Charges

	Juillet			Avril à juillet		
	2024	2025	Variation	2024-2025	2025-2026	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	6 623	6 833	3,2	26 434	27 043	2,3
Prestations d'assurance-emploi	2 044	2 160	5,7	7 200	8 351	16,0
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs[1]	-26	21	180,8	-232	-11	95,3
Prestations pour enfants	2 283	2 346	2,8	9 180	9 743	6,1
Total des principaux transferts aux particuliers	10 924	11 360	4,0	42 582	45 126	6,0
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités						
Transfert canadien en matière de santé	4 340	4 557	5,0	17 360	18 228	5,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 409	1 451	3,0	5 636	5 805	3,0
Péréquation	2 104	2 181	3,7	8 418	8 723	3,6
Formule de financement des territoires	351	373	6,3	2 352	2 503	6,4
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	1 199	548	-54,3	1 939	2 416	24,6
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	1 047	1 095	4,6	1 047	1 095	4,6
Accords en matière de santé avec les provinces et territoires[2]	-	-	s.o.	2 186	2 431	11,2
Autres arrangements fiscaux[3]	-603	-649	-7,6	-2 464	-2 454	0,4
Total des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités	9 847	9 556	-3,0	36 474	38 747	6,2
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers[4]	2 775	132	-95,2	5 533	2 469	-55,4
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	5 549	7 104	28,0	25 263	25 182	-0,3
Charges de fonctionnement	10 275	10 807	5,2	37 036	39 769	7,4
Total des charges de programmes directes	15 824	17 911	13,2	62 299	64 951	4,3
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	39 370	38 959	-1,0	146 888	151 293	3,0
Frais de la dette publique	4 860	4 825	-0,7	18 722	18 597	-0,7
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	44 230	43 784	-1,0	165 610	169 890	2,6
Pertes actuarielles nettes	630	335	-46,8	2 520	1 340	-46,8
Total des charges	44 860	44 119	-1,7	168 130	171 230	1,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le soutien au revenu à la COVID-19 pour les travailleurs inclut la Prestation canadienne d'urgence, la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement.

[2] Les accords de santé avec les provinces et territoires incluent les accords bilatéraux relatifs au plan *Travailler ensemble* et les accords bilatéraux pour *Vieillir dans la dignité*. Les fonds restants au titre des accords bilatéraux sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de traitement contre la toxicomanie ont été intégrés dans ces accords.

[3] Les autres arrangements fiscaux comprennent : l'abattement du Québec (recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents), qui représente les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt, les subventions législatives et d'autres éléments.

[4] Les résultats cumulatifs de l'exercice 2025-2026 ont été réduits de 153 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée aux montants déclarés initialement pour les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers d'avril et de mai 2025, comme ces montants seront inclus dans les Comptes publics de 2024-2025.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4

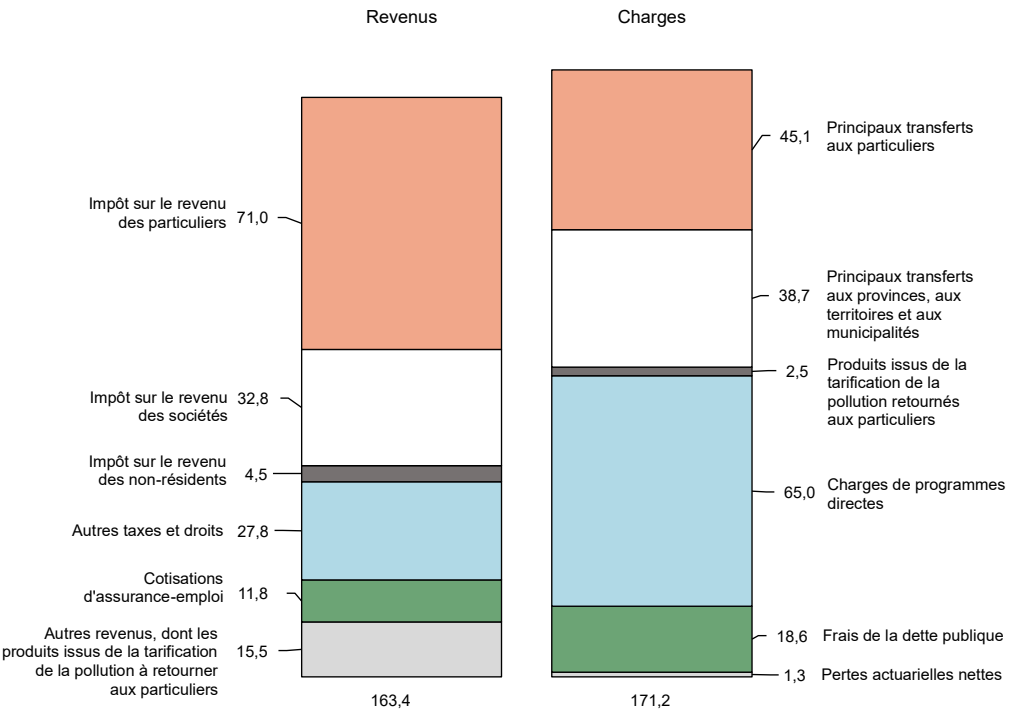
Total des charges, par article de charges

	Juillet			Avril à juillet		
	2024	2025	Variation	2024-2025	2025-2026	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert[1]	29 095	28 152	-3,2	109 852	111 524	1,5
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes et gains actuariels nets	6 348	6 274	-1,2	23 384	24 309	4,0
Transports et communications	292	283	-3,1	880	967	9,9
Information	38	46	21,1	101	120	18,8
Services professionnels et spéciaux	1 682	1 790	6,4	4 827	5 020	4,0
Location	465	503	8,2	1 668	1 879	12,6
Réparation et entretien	308	295	-4,2	905	888	-1,9
Services publics, fournitures et approvisionnements	288	279	-3,1	954	1 198	25,6
Autres subventions et charges	401	850	112,0	2 514	3 344	33,0
Amortissement des immobilisations corporelles	443	471	6,3	1 770	1 993	12,6
Perte nette sur cession de biens	10	16	60,0	33	51	54,5
Total des autres charges	10 275	10 807	5,2	37 036	39 769	7,4
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	39 370	38 959	-1,0	146 888	151 293	3,0
Frais de la dette publique	4 860	4 825	-0,7	18 722	18 597	-0,7
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	44 230	43 784	-1,0	165 610	169 890	2,6
Pertes actuarielles nettes	630	335	-46,8	2 520	1 340	-46,8
Total des charges	44 860	44 119	-1,7	168 130	171 230	1,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les résultats cumulatifs de l'exercice 2025-2026 ont été réduits de 153 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée aux montants déclarés initialement pour les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers d'avril et de mai 2025, comme ces montants seront inclus dans les Comptes publics de 2024-2025.

Graphique 3
Revenus et charges (d'avril à juillet 2025)
G$



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 41,3 milliards de dollars d'avril à juillet 2025

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou des besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 7,8 milliards de dollars et des besoins financiers de 33,5 milliards de dollars au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juillet 2025 s'est soldée par des besoins financiers de 41,3 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 47,0 milliards de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M$

	Juillet		Avril à juillet	
	2024	**2025**	**2024-2025**	**2025-2026**
Solde budgétaire (déficit ou excédent)[1]	-4 412	-1 512	-7 294	-7 787
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs[2]	-5 180	-4 180	-21 378	-16 479
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	972	95	3 128	2 242
Comptes de changes et produits dérivés	771	-1 328	-6 987	2 412
Prêts, placements et avances	-1 829	-2 071	-12 618	-18 510
Actifs non financiers	-819	-1 807	-1 871	-3 210
Total des opérations non budgétaires	-6 085	-9 291	-39 726	-33 545
Ressources ou besoins financiers	-10 497	-10 803	-47 020	-41 332

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les résultats cumulatifs de l'exercice 2025-2026 ont été redressés de 2 939 millions de dollars afin de tenir compte d'une correction apportée en vue de réduire le montant déclaré initialement pour les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers et les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers d'avril et de mai 2025.

[2] Les résultats cumulatifs de l'exercice 2025-2026 ont été redressés de 2 939 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée aux montants déclarés initialement pour les opérations non budgétaires des créditeurs, des charges à payer et des débiteurs d'avril et de mai 2025.

Activités nettes de financement en hausse de 68,0 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 41,3 milliards de dollars et augmenté les soldes de trésorerie de 26,7 milliards de dollars en augmentant la dette non échue de 68,0 milliards de dollars. L'accroissement de la dette non échue a principalement été obtenu par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

À la fin du mois de juillet 2025, les soldes de trésorerie s'élevaient à 72,9 milliards de dollars, soit 1,3 milliard de dollars de plus qu'à la fin du mois de juillet 2024.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M$

	Juillet		Avril à juillet	
	2024	**2025**	**2024-2025**	**2025-2026**
Ressources ou besoins financiers	-10 497	-10 803	-47 020	-41 332
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	16 448	26 178	7 803	55 324
Bons du Trésor	25 697	3 795	39 737	18 530
Total des emprunts en dollars canadiens	42 145	29 973	47 540	73 854
Emprunts en devises	-825	1 096	4 523	-5 901
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	41 320	31 069	52 063	67 953
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-19	-21	-106	89
Variation nette dans les activités de financement	41 301	31 048	51 957	68 042
Variation de la trésorerie	30 804	20 245	4 937	26 710
Trésorerie à la fin de la période			71 592	72 850

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures déjà annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf indication contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Gina Clark à l'adresse suivante : gina.clark@fin.gc.ca.

Septembre 2025